

IL ÉTAIT UNE FOIS...

4 MAI 1940, DERNIER EMBARQUEMENT DES « TRAVAILLEURS INDOCHINOIS » POUR LA MÉTROPOLE

Les hommes qui partent de Saigon sur le « Mui-Nam », le 4 mai 1940, sont les derniers des 20 000 « travailleurs indochinois » requis par la puissance coloniale pour son effort de guerre. À la suite de la défaite, la plupart restent bloqués des années en Métropole. C'est leur histoire, méconnue, que restitue leur spécialiste, Liêm-Khê Luguern.

LES « TRAVAILLEURS INDOCHINOIS », FORÇATS DÉRACINÉS DE LA GUERRE

Le 4 mai 1940, le vapeur « Mui-Nam » quitte Saigon avec à son bord 924 hommes. C'est le quatorzième et dernier navire emportant les 20 000 « travailleurs indochinois » requis pour la France en guerre. Il arrive à Marseille le 6 juin 1940. La défaite met fin au plan Mandel, du nom du ministre des Colonies. S'appuyant sur l'expérience de la Grande Guerre, au cours de laquelle 90 000 travailleurs et tirailleurs indochinois avaient été déplacés en Métropole (1), ce plan avait prévu l'appoint de 300 000 travailleurs coloniaux, dont 100 000 Indochinois, pour former un fort contingent d'ouvriers non spécialisés (ONS) afin d'assurer la relève des ouvriers métropolitains mobilisés.

En 1941, 4 500 des 20 000 hommes requis sont rapatriés, mais, dans le contexte de guerre, tous n'arriveront pas en Indochine. Plus de 15 000 travailleurs restent bloqués en France. La désorganisation de l'après-guerre et les événements qui affectent l'Indo-

chine française à la Libération retardent encore leur rapatriement. Il ne prend fin qu'en 1952. Ainsi, ces Indochinois, Vietnamiens, jeunes pour la plupart (ils avaient entre 18 et 30 ans au moment de leur réquisition), recrutés en grande majorité dans la masse de la paysannerie pauvre, sont retenus malgré eux en Métropole pour une dizaine d'années, pour être ensuite

Hà Muoi était un paysan pauvre (ici, à la réquisition) : « Dans chaque famille, il fallait qu'il y en ait un qui parte. On ne savait pas trop pourquoi on partait. (...) Je ne savais pas ce que j'allais devenir. »



POUL TINGLEFF / SOURCE : MASTOV SHIPYARD / LEONARD DE SELVA / BRIDGEMAN IMAGES

BEATRICE NGUYEN VAN / ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



Notre empire nous envoie des travailleurs par milliers
CITÉ INDOCHINOISE



Ces Indochinois, essentiellement âgés de 20 à 30 ans, sont arrachés à leurs champs et contraints de participer à l'effort de guerre de la France. Du 20 octobre 1939 au 4 mai 1940, date du dernier embarquement (ci-dessous, le « Mui-Nam »), 14 bateaux ont acheminé 19 362 Indochinois vers la Métropole.





SELVA / LEEIMAGE

Depuis 1887, les colons français exploitent le territoire indochinois (plantation de café au Tonkin en 1930). Lors de la Première Guerre Mondiale, des milliers de tirailleurs indochinois avaient déjà servi de chair à canon dans les tranchées.

» réacheminés en Indochine, vers d'autres guerres : celle d'Indochine, puis du Vietnam. Un millier d'entre eux choisissent de s'installer définitivement en France.

La lecture des rapports de la traversée nous apprend que les hommes embarqués sur le « Mui-Nam » sont sous escorte du commandant de vaisseau Bourde, du chef de convoi Vidal et de Godefroy, son second. L'encadrement français jusqu'à Marseille est donc formé de colons, fonctionnaires civils ou militaires, à l'image de Vidal, à l'origine contrôleur adjoint principal des PTT. Il ne comprend ici que ces trois hommes, le reste de l'équipage et de l'encadrement est indochinois : les deux médecins, les trois infirmiers, les neuf sous-officiers de la garde indigène, les quatre interprètes et les trente-sept surveillants ; de même pour l'intendance et la cuisine. À l'exception des médecins et de la garde indigène (des militaires), ils dépendent tous de la Main-d'œuvre indigène, nord-africaine et coloniale (MOI), puis de la Direction des travailleurs indochinois (DTI) qui prendra sa suite à la Libération comme organisme d'État créé pour gérer les « travailleurs indochinois ».

« **Travailleurs indochinois** » est donc une catégorisation d'État qui fait écran à la réalité sociale puisque tous ne sont pas des travailleurs. La faiblesse numérique des Français en Indochine exige en effet le recours aux Indochinois pour l'encadrement intermédiaire, qui est formé par des requis volontaires. Maîtrisant le français, tous diplômés du certificat d'études, ils sont recrutés comme interprètes ou surveillants (un surveillant pour vingt-cinq travailleurs). Ces volontaires, ruraux et urbains, sont issus des familles des classes moyennes et de la bourgeoisie pour qui le départ pour la France – quelles qu'en soient les conditions – représente une chance



ALBERT THARJUNGIE / ROGER-VOLLET

d'échapper au blocage de la société coloniale qui leur refuse la citoyenneté, donc des chances de promotion sociale. Celle-ci intervient parfois assez vite comme c'est le cas pour Bui Ai, interprète promu second de Vidal, chef du convoi, en remplacement de Godefroy qui ne maîtrise pas l'annamite. C'est aussi le cas de Ngô Van Châu : disposant du certificat d'études primaires et étudiant en comptabilité à Hué, il s'embarque comme surveillant à bord du « Mui-Nam » « pour découvrir la France et le monde ». Au cours de la traversée, il dit avoir été promu interprète.

Alors que le recrutement de la Grande Guerre n'avait touché que des paysans pauvres, la présence de ces intermédiaires indochinois parmi les recrues de la Seconde Guerre mondiale révèle les changements sociaux en Indochine, la faiblesse de l'encadrement colo-



EXCELSIOR - L'ÉQUIPE / ROGER-VOLLET

nial et annonce l'indépendance future. L'analyse de la mise en œuvre de la réquisition montre aussi ces mouvements de fond : l'édifice colonial en Indochine est fortement dépendant des structures de pouvoir traditionnelles. La réquisition est si dépendante de celles-ci qu'elle a été surtout efficace là où la présence française était la plus lâche. Ce sont les pays de protectorat, l'Annam et le Tonkin, qui fournissent l'essentiel des recrues – respectivement 58,8 % et 32,2 % –, quand les Cochinchinois, ressortissants de la seule colonie (sous administration directe de la France) de l'Union indochinoise, ne sont que 8 %. La colonisation agit comme un rempart contre la levée d'hommes qui s'est reportée vers les deltas pauvres et surpeuplés sous administration indigène comme en Annam. Les ONS embarqués sur le « Mui-Nam », transportés jusqu'à Saigon en train, en sont originaires. Comme les 90 % des ONS recrutés dans la masse de la paysannerie pauvre, il ne leur est pas laissé le choix. La politique de recrutement des indigènes s'appuie sur un dispositif législatif et administratif mis au point dans l'entre-deux-guerres. Les modalités sont laissées à l'appréciation des autorités indigènes qui fixent à chaque famille l'obligation de fournir un fils.

Hà Muoi fait partie de ces paysans embarqués à bord du « Mui-Nam » : « Je suis du village de Khuc Ly,

1939, le plan Mandel, ministre des Colonies, organise le recrutement de 300 000 travailleurs coloniaux. D'abord affectés aux poudreries, les Indochinois seront assignés aux travaux forestiers et agricoles de 1941 à 1942.

district de Diên Ban de la province du Quang Nam. (...) On faisait partie des paysans pauvres comme tous les habitants du village. J'ai douze frères et sœurs et je suis le dixième. Je n'ai pas été à l'école, je ne sais ni lire ni écrire. J'ai été requis en 1939. Dans chaque famille, il fallait qu'il y en ait un qui parte. (...) Tous ceux qui étaient avec moi, on était tous obligés par les chefs du village. On ne pouvait pas fuir : où aller sinon retourner au village ? C'était impossible. Dans mon groupe de vingt-quatre travailleurs, on était tous illettrés, on avait un chef vietnamien, travailleur comme nous, mais il savait parler le français et il faisait l'interprète. On est restés dans un camp pendant un mois, on était un millier. (...) Puis on nous a acheminés à Saigon et on est partis pour la France. On ne savait pas trop pourquoi on partait. On nous a demandé de partir, on est partis, c'est tout. On ne savait rien de la guerre. Je ne savais pas ce que j'allais devenir, je partais pour mourir pas pour vivre. » (2)



DR / SOURCE : FAMILLE DINH SAM

Parmi ces hommes venus d'Indochine, des requis volontaires, issus des classes moyennes et de la bourgeoisie. Ils seront traducteurs ou surveillants, avec de meilleures conditions de vie.



DR / SOURCE : FAMILLE H. DAVID

DR / SOURCE : JOËL PHAM

IL ÉTAIT UNE FOIS...



DR / SOURCE: JOËL PHAM

À la Libération, les revendications s'aiguisent contre les terribles conditions de vie (ici, au camp de Saint-Médard) et pour un rapatriement rapide. La lutte avec l'administration structure un mouvement anticolonial naissant avec l'aide des étudiants indochinois en France et aussi de la CGT et du PCF. C'est un bras du Vietminh en Métropole qui organise grèves et manifestations (ci-dessous, meeting à Marseille).



DR / SOURCE: JOËL PHAM



COLLECTION LÉ



DR / SOURCE: FAMILLE VO DINH

Entre 1942 et la fin de la guerre, c'est essentiellement dans les usines que la main-d'œuvre venue d'Indochine est exploitée (ci-dessus, des apprentis en formation à Périgueux). Les travailleurs y nouent des liens avec la classe ouvrière française.



SÜDDEUTSCHE ZEITUNG / LEEMAGE / RUE DES ARCHIVES

Le rapatriement s'accélère, les requis étant considérés comme des dangers dans l'Hexagone. Il va durer cependant jusqu'en 1952, en pleine guerre d'indépendance à laquelle beaucoup prendront part. 7 % des «travailleurs indochinois» sont morts en Métropole et seul un millier y restera, notamment en y fondant une famille.



LE VAN PHAM / SOURCE: JOËL PHAM

» Son témoignage permet de comprendre l'absence de résistance individuelle et collective. Au contraire de l'élite formée par les surveillants et les interprètes, les paysans requis, ne disposant pas de capital social, sont privés du rêve d'une vie meilleure et subissent leur sort telle une « malédiction collective », comme ils subissent les aléas du temps, trop chaud ou trop pluvieux, le poids de leur misère au quotidien, les corvées, les impôts. Cette résignation qui les caractérise doit nous amener à relativiser l'opposition entre « migration volontaire » et « migration forcée », qui suppose l'existence d'une marge de liberté.

Les hommes du « Mui-Nam » forment les dernières compagnies de « travailleurs indochinois », les 71^e, 72^e et 73^e. Ils sont appelés à travailler dans les industries de guerre, essentiellement à la fabrication des poudres et des explosifs. En fait, Ngô Văn Châu, de la 73^e compagnie, n'a pas le temps de contribuer à l'effort de guerre pour lequel il a été réquisitionné. Sa formation de comptable le fait rester à Marseille, travaillant dans les bureaux de la MOI jusqu'en 1944. Pour Hà Muoi, le destin est différent : « Nous avons travaillé à Toulouse, à la poudrerie. On habitait dans un camp à un kilomètre de la poudrerie, où on se rendait à pied. On était une centaine. » Fin 1940, presque tous les ONS sont en zone Sud.

À partir de cette date, on peut distinguer la « période sylvestre » (1941-1942) où les requis sont majoritairement employés dans les travaux forestiers et agricoles (salines du Sud, riziculture en Camargue, forestage en Aveyron ou dans la Drôme...) et la « période industrielle » (1942-1944), où ils sont à nouveau affectés aux usines. Cette césure correspond au tournant de la guerre à partir duquel 43 % des travailleurs indochinois travaillent directement ou indirectement pour les troupes allemandes d'occupation : « On est partis un peu partout faire toutes sortes de travaux. Je me souviens avoir travaillé à Peugeot à Sochaux. Nous étions une cinquantaine. » (Hà Muoi) Comme la majorité de la population sous l'Occupation, les travailleurs requis ont faim, froid et manquent de vêtements et de chaussures. La pénurie est accentuée par les trafics et le marché noir qui mêlent l'encadrement français et indochinois.

Le bilan des décès, 7 % des effectifs (celui des pertes civiles françaises liées à la guerre s'élève à 0,8 % de la population), est sans appel. Il est moins imputable à des traitements particuliers qu'au projet de transplantation qui considère les êtres humains comme déplaçables et interchangeables, leur faisant perdre leurs repères et entrer en « désorganisation » physique et mentale.

Les relations avec la population française atténuent

quelque peu cette misère. Loin de l'hostilité qu'on peut lire dans les archives administratives, la solidarité ouvrière et l'amitié existent : « On travaillait sur des chaînes avec des ouvriers français. Avec eux, on avait des relations d'amitié. Un jour, avec deux de mes camarades, on a même été invités chez l'un d'entre eux. » (Hà Muoi) Très tôt également, des relations amoureuses se tissent. Bien entendu, elles concernent surtout l'élite, surveillants et interprètes, et lorsqu'elles débouchent sur un mariage ou la naissance d'un enfant, elles constituent un des motifs qui expliquent le choix de l'installation définitive en France. C'est le parcours de Ngô Văn Châu, qui se marie à Agen en 1946.

La masse des paysans requis reprend, elle, le chemin du village et de la rizière, et attend une reconnaissance de l'État français qui n'est jamais venue (3), comme Hà Muoi, aujourd'hui décédé, en témoigne en 2006 à l'âge de 87 ans : « Je travaille encore aujourd'hui à la rizière, je le ferai tant que je le pourrai, pour vivre. (...) Si le gouvernement français voulait aujourd'hui nous aider, ce serait facile, il ne reste plus tellement de survivants. De mon hameau, nous étions douze à partir. L'un est mort en France, les dix autres sont morts ici. Je suis le seul survivant. (...) Je ne demande pas grand-chose. Si le gouvernement reconnaissait nos droits, ça me permettrait d'avoir une soupe chaque jour pour le peu qu'il me reste à vivre. » ★

LIÊM-KHÊ LUGUERN

Historienne, affiliée à l'Iris-EHESS et à l'Institut Convergences Migrations

(1) « Des Vietnamiens dans la Grande Guerre », de Mireille Le Van Ho, Vendémiaire, 2014.

(2) Tous les extraits du témoignage de Hà Muoi sont issus des « Travailleurs indochinois requis. Parcours 1939-2006 », publication bilingue (français-vietnamien). Da-Nang, Viêt-nam : Nhà Xuất Ban Da-Nang, 2010.

(3) Dès 1989, un comité de soutien aux anciens travailleurs et tirailleurs vietnamiens en France avait lancé un appel afin de sensibiliser l'opinion publique à cette question (pas de relais dans les médias : le sujet était arrivé sans doute trop tôt dans le processus des « batailles mémorielles » qui a déferlé depuis) et s'était adressé en vain au gouvernement de l'époque (cabinet Rocard, sous la présidence de François Mitterrand). Son porte-parole était le chirurgien Jean-Michel Krivine. Il était composé d'anciens ONS (MM. Nguyễn Đình Lâm, Trần Văn Tiều, Hoàng Khoa Khôi, Lê Văn Phú), tous décédés aujourd'hui, et de personnalités françaises (Madeleine Rebérioux, Laurent Schwartz, Marcel-Francis Kahn, Georges Boudarel et Daniel Hémerly). Qu'il leur soit rendu hommage ici.



ARCHIVES PRIVÉES / DR / SOURCE: LIÊM-KHÊ LUGUERN

IL ÉTAIT UNE FOIS...

EN SAVOIR PLUS

DE LIÊM-KHÊ LUGUERN :
« Les «travailleurs indochinois». Étude socio-historique d'une immigration coloniale (1939-1954) », thèse de doctorat, Ehes, 2014. À paraître en 2020 aux éditions les Indes savantes.
« Les travailleurs vietnamiens en France, 1939-1952 », 2019 (histoirecoloniale.net/Les-travailleurs-vietnamiens-en-France-1939-1952-par-Liem-Khe-Luguern.html).
« Les travailleurs indochinois en France pendant la Seconde Guerre Mondiale », 2007 (www.histoire-immigration.fr/dossiers-thematiques/les-etrangers-dans-les-guerres-en-france/les-travailleurs-indochinois-en-france).
« De la distinction en situation coloniale », revue « Socio-anthropologie », éditions de la Sorbonne, juin 2018, n° 37.

Le site www.travailleurs-indochinois.org réalisé par Joël Pham : créé en 2003 comme mémorial de ces travailleurs, il est aussi devenu une ressource incontournable, foisonnant d'informations, sur leur histoire. La rédaction remercie chaleureusement Joël Pham pour son aide précieuse à l'illustration de ces pages.

Jusqu'à sa mort, Hà Muoi, photographié en 2014, a attendu une reconnaissance de l'État français qui n'est jamais venue.